



Division des droits des Palestiniens

Juin 2007
Volume XXX, Bulletin n° 6

Bulletin **sur les activités menées par le système des Nations Unies** **et les organisations intergouvernementales** **concernant la question de Palestine**

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Déclaration du Secrétaire général à l'occasion de l'anniversaire de la guerre de 1967	3
II. Déclaration de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à l'occasion du quarantième anniversaire de l'occupation israélienne	3
III. Le Mouvement des pays non alignés marque le quarantième anniversaire de l'occupation . . .	4
IV. Le Mouvement des pays non alignés fait part de ses vues sur la question palestinienne au trente-troisième Sommet du Groupe des huit pays industrialisés	6
V. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien commémore 40 ans d'occupation par Israël	7
VI. Le Secrétaire général appelle à l'arrêt des violences qui opposent entre eux les Palestiniens .	9
VII. Le Secrétaire général exprime sa déception face à l'échec du Gouvernement d'unité nationale	9
VIII. Le Quatuor exprime son soutien au Président Abbas	10
IX. Le Conseil des droits de l'homme inscrit la question du territoire palestinien occupé à son ordre du jour	10
X. Le Conseil des droits de l'homme réitère son appel à l'envoi de missions d'enquête à Gaza .	11
XI. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient fait un exposé au Conseil de sécurité	12
XII. Tony Blair est nommé représentant du Quatuor	15
XIII. Le Secrétaire général adresse un message au Séminaire des médias sur la paix au Moyen-Orient	16

Le Bulletin peut être consulté en ligne dans le système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine (UNISPAL), à l'adresse suivante : <http://domino.un.org/unispal.nsf> ou http://www.un.org/Depts/dpa/qpal/pub_bltm.htm.

I. Déclaration du Secrétaire général à l'occasion de l'anniversaire de la guerre de 1967

La déclaration suivante a été communiquée le 5 juin 2007 (SG/SM/11026) par la porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon :

Aujourd'hui, le Secrétaire général se souvient des hommes, femmes et enfants qui ont été tués ou dont les vies ont été brisées par les tragédies causées par le conflit au Moyen-Orient, en particulier les Palestiniens qui continuent de vivre sous occupation depuis 40 ans. Les Nations Unies demeurent engagées à fournir une aide à ceux qui souffrent et à travailler sans relâche pour parvenir à une paix juste, durable et globale dans la région, conformément au droit international et aux résolutions du Conseil de sécurité.

Comme le quarantième anniversaire de la guerre arabo-israélienne de 1967 nous le rappelle, la création d'un État palestinien, la sécurité en Israël et la paix dans la région ne pourront pas être obtenus par la force. La fin de l'occupation ainsi qu'une solution politique au conflit constituent la seule voie à suivre pour les Israéliens, les Palestiniens, les Syriens, les Libanais et la région tout entière. Ce n'est que par le biais des négociations qu'il sera possible de mettre un terme à l'occupation, sur la base du principe de l'échange de « la terre contre la paix », conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

II. Déclaration de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à l'occasion du quarantième anniversaire de l'occupation israélienne

La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Louise Arbour, a fait la déclaration suivante le 5 juin 2007 (HC/07/033) :

Cette semaine marque le quarantième anniversaire de l'occupation du territoire palestinien, régime qui a donné lieu à un grand nombre de violations graves des droits fondamentaux du peuple palestinien, à commencer par son droit à l'autodétermination. L'occupation doit faire place à une solution politique durable permettant aux Palestiniens comme aux Israéliens de vivre en paix à l'intérieur de frontières internationalement reconnues et sûres.

Dans la recherche constante de cette solution, cependant, les droits de l'homme ont été trop longtemps relégués au second plan. Il ne doit ni ne peut en être ainsi : la protection prévue par le droit international est des plus cruciales dans les situations de conflit et d'instabilité.

Les crises soudaines comme le règlement à plus long terme du conflit doivent être abordés dans le respect du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment les obligations en l'espèce, telles qu'elles ont été réaffirmées en juillet 2004 dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*.

Le droit à la vie continue d'être bafoué dans un climat général d'impunité dans la région. Qu'il s'agisse des exécutions extrajudiciaires ou des tirs d'artillerie auxquels procèdent aveuglement les Forces de défense israéliennes, des violences

interpalestiniennes ou des attaques menées sans discrimination par les Palestiniens contre des civils israéliens, le droit à la vie a été dépouillé de sa valeur fondamentale. Il faut assumer d'urgence et concrètement l'obligation primordiale d'assurer la protection des civils en toutes circonstances. Cela signifie aussi qu'il faut garantir une réparation appropriée lorsqu'une telle protection n'a pas été assurée.

En outre, aucun effort ne doit être ménagé pour faire face au sentiment grandissant de marginalisation qu'éprouvent les Palestiniens dans tout le territoire occupé. L'on peut et l'on doit surtout prendre des mesures immédiates pour éliminer les obstacles, notamment les colonies de peuplement, qui empêchent les Palestiniens de jouir de leur droit à la liberté de mouvement, en particulier en Cisjordanie, y compris Jérusalem, mais aussi entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. Les atteintes graves à ce droit ont sérieusement restreint l'exercice d'un grand nombre d'autres droits de l'homme, y compris le droit à la santé, à l'éducation, au travail et à la vie familiale. La situation pénible et les droits des personnes emprisonnées, capturées ou détenues, en particulier les enfants, sont également des questions à traiter de toute urgence.

La communauté internationale a l'obligation morale et juridique de veiller à ce que le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit humanitaire international soient pleinement appliqués par tous dans le cadre des efforts déployés pour trouver une solution durable. Garantir le plus grand respect possible des droits de l'homme dans la région est une fin en soi. Cela peut aussi et surtout favoriser l'instauration d'une confiance accrue entre les parties, et faciliter la recherche d'une solution durable. Les droits de l'homme des Palestiniens et des Israéliens ne peuvent faire l'objet de négociations ou de compromis.

III. Le Mouvement des pays non alignés marque le quarantième anniversaire de l'occupation

Le 6 juin 2007, le Ministre des affaires étrangères de la République de Cuba, Felipe Pérez Roque, s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, a adressé le message suivant à l'occasion du quarantième anniversaire de l'occupation du territoire palestinien par Israël (A/61/952-S/2007/345) :

Nous marquons aujourd'hui le quarantième anniversaire de la guerre illégale d'agression et de prédation qu'Israël a déclenchée, en violation du droit international et de la Charte des Nations Unies en 1967 contre le peuple palestinien et les peuples arabes voisins. Il n'a cessé depuis lors de contrôler et d'occuper les territoires arabes, notamment une partie importante du territoire palestinien.

L'occupation israélienne illégale, qui viole la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et d'autres résolutions adoptées par cet organe et par l'Assemblée générale sur la question, a empêché le peuple palestinien de pleinement exercer son droit à la création d'un État indépendant ayant pour capitale Jérusalem-Est.

Tout au long de ses 46 années d'existence, le Mouvement des pays non alignés a été entièrement solidaire du peuple palestinien et de sa juste cause, reconnaissant les droits inaliénables du peuple palestinien, rejetant l'occupation illégale des territoires arabes par Israël et condamnant les violations massives, flagrantes et

systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par la puissance occupante.

Au quatorzième Sommet du Mouvement des pays non alignés, tenu à La Havane en septembre 2006, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté une importante déclaration spéciale sur la Palestine qui examine la grave situation persistant dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et les effets de l'occupation militaire prolongée et sans pitié d'Israël depuis 1967. Tout en condamnant les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, le Sommet s'est fait l'écho de l'exigence tendant à ce que le peuple palestinien soit autorisé à exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, au retour des réfugiés et à la création d'un État indépendant et souverain.

La déclaration adoptée exprime la profonde préoccupation du Mouvement face à la tragique détérioration de la situation politique, économique, sociale et humanitaire dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Elle condamne également résolument le massacre en cours des civils palestiniens et le fait qu'un usage excessif de la force fasse de nombreux blessés dans la population; les attaques sélectives et les exécutions extrajudiciaires actuellement en augmentation et plus flagrantes, la destruction massive des biens, des infrastructures et des terres; et la détention de milliers de Palestiniens.

Elle a également réitéré la condamnation d'Israël par les pays non alignés pour l'isolement de la bande de Gaza du fait de la mise en œuvre de son plan unilatéral de séparation ainsi que de la construction d'un mur par la puissance occupante au mépris de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 9 juillet 2004 et de la résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale en date du 20 juillet 2004.

Les déclarations des représentants du Mouvement au cours du Sommet de La Havane ainsi que celles faites à la suite d'événements ayant eu lieu au niveau local tant avant qu'après restent pleinement valables compte tenu de la situation actuelle, y compris de la menace de la puissance occupante d'assassiner le Premier Ministre palestinien.

Le 20 mars dernier, le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés a publié une déclaration, distribuée en tant que document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sous la cote A/61/818-S/2007/161, dans laquelle il se félicitait de la création du Gouvernement palestinien d'unité nationale à l'issue de l'accord conclu à La Mecque. Il a également noté que la mise en place de ce nouveau gouvernement constituait un signe positif de l'unité du peuple palestinien en ces temps difficiles.

Malgré la mise en place d'un tel gouvernement, le peuple palestinien continue de souffrir du manque d'assistance internationale, bloquée depuis maintenant plus d'un an. Il convient de mettre un terme à cette situation car elle fait obstacle à une éventuelle solution au conflit passant par le dialogue et la négociation, rejetés systématiquement par le Gouvernement israélien.

Le Mouvement des pays non alignés estime que l'occasion persiste de relancer le processus de paix au Moyen-Orient et de parvenir à un règlement pacifique du conflit tenant dûment compte des intérêts légitimes du peuple palestinien et répondant pleinement à ses aspirations. Nous demandons à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités à cet égard. Nous prions également

instamment le Gouvernement israélien d'accepter l'Initiative de paix arabe, réaffirmée lors du dix-neuvième Sommet arabe tenu à Riyad en mars 2007, et nous appelons à la reprise de négociations sérieuses et directes sur tous les fronts.

Le Mouvement réaffirme sa pleine solidarité avec le peuple palestinien et continuera de contribuer, dans la mesure de ses moyens, à l'instauration d'une paix juste, véritable et durable au Moyen-Orient, fondée sur l'ensemble des résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies, le mandat de la Conférence de Madrid, le principe de « la terre contre la paix », l'Initiative de paix arabe et la Feuille de route.

Les pays non alignés demandent au Conseil de sécurité de s'acquitter de ses responsabilités, d'assurer l'application de ses propres résolutions et de prendre les mesures nécessaires pour qu'Israël respecte le droit international et mette un terme à l'occupation et à ses pratiques illégitimes et illégales dans le territoire palestinien occupé.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer que Cuba aspire à contribuer à l'instauration d'une paix globale, juste et durable pour toutes les nations du Moyen-Orient sans exclusion, qui garantisse au peuple palestinien son droit à l'exercice de l'autodétermination et à la souveraineté dans un État indépendant, fondé sur les frontières d'avant le 4 juin 1967 et ayant Jérusalem-Est pour capitale, ainsi qu'aux réfugiés palestiniens le droit de rentrer chez eux. En vue de l'instauration de la paix, les peuples arabes pourront toujours compter sur la pleine solidarité du peuple cubain.

IV. Le Mouvement des pays non alignés fait part de ses vues sur la question palestinienne au trente-troisième Sommet du Groupe des huit pays industrialisés

Le 6 juin 2007, à l'occasion du trente-troisième Sommet du Groupe des huit pays industrialisés (G-8), le Ministre des affaires étrangères de la République de Cuba, Felipe Pérez Roque, a adressé une lettre au Ministre fédéral allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, dans laquelle il transmet à la Présidente et aux autres dirigeants du G-8 les points de vue et les positions du Mouvement des pays non alignés. Un extrait de ladite lettre est reproduit ci-après (A/61/946-S/2007/337) :

[...]

Le règlement de la question palestinienne reste un sujet hautement prioritaire pour le Mouvement des pays non alignés, qui soutient fermement le peuple palestinien et ses dirigeants et lance un appel en faveur de la revitalisation du processus de paix de façon à parvenir à une solution générale, juste et durable qui permette au peuple palestinien d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination dans un État palestinien indépendant et souverain, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Le Mouvement des pays non alignés condamne énergiquement l'occupation israélienne des territoires palestiniens et l'agression incessante d'Israël, puissance occupante, contre le peuple palestinien, qui se traduit, entre autres, par de nombreux morts et blessés parmi la population civile palestinienne en raison d'un emploi

excessif et aveugle de la force, d'attaques sélectives et d'exécutions extrajudiciaires, par la destruction de nombreuses habitations, d'infrastructures et terres agricoles, et par l'arrestation et l'emprisonnement de milliers de Palestiniens.

Le Mouvement des pays non alignés exige qu'Israël, puissance occupante, mette fin à la construction illégale d'un mur dans le territoire palestinien occupé. À cet égard, il condamne le rejet et le mépris flagrant par Israël de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 9 juillet 2004 sur les *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* et sa violation permanente de la résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale, en date du 20 juillet 2004.

Le Mouvement des pays non alignés s'est félicité de la formation, en mars 2007, d'un gouvernement palestinien d'unité nationale à la suite de l'Accord de La Mecque. La formation de ce nouveau gouvernement est un témoignage de l'unité du peuple palestinien dans ces moments difficiles.

Le Mouvement estime qu'il existe à l'heure actuelle une véritable possibilité de reprise du processus de paix au Moyen-Orient, en vue de parvenir à une solution pacifique, et lance un appel à la communauté internationale afin qu'elle s'acquitte de sa responsabilité et ne laisse pas passer cette possibilité.

Nous déplorons le fait que le peuple palestinien continue de souffrir en raison du blocus de l'assistance internationale imposé il y a plus d'un an et toujours en vigueur. Si l'attention se porte principalement sur les tentatives de relance du processus de paix et les mesures adoptées par le nouveau Gouvernement palestinien, on ne peut ignorer la gravité de la situation sur le terrain. Si cette situation persiste, il est clair qu'elle freinera tout progrès éventuel.

Nous lançons un appel au Gouvernement israélien afin qu'il accepte l'Initiative arabe de paix et reprenne des négociations sérieuses et directes sur tous les fronts.

Le Mouvement des pays non alignés continuera d'appuyer la réalisation d'une paix juste, complète et durable au Moyen-Orient, fondée sur l'ensemble des résolutions pertinentes des Nations Unies, le mandat adopté lors de la Conférence de Madrid, le principe des territoires contre la paix, l'Initiative arabe de paix et la Feuille de route, et d'y contribuer dans toute la mesure possible. Nous espérons pouvoir travailler avec les dirigeants du Groupe des Huit, dont certains sont membres du Quatuor, pour l'application de la Feuille de route, afin de parvenir à cet objectif espéré depuis longtemps par la communauté internationale.

[...]

V. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien commémore 40 ans d'occupation par Israël

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a tenu une réunion spéciale le 7 juin 2007, à l'occasion des 40 ans d'occupation par Israël du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est (GA/PAL/1055). Le même jour, le Bureau du Comité a publié la déclaration suivante (GA/PAL/1056) :

Cette semaine marque le quarantième anniversaire de l'occupation par Israël du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est. Après la fin des hostilités de juin 1967, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 242, a souligné, entre autres, l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et affirmé la nécessité du retrait d'Israël des territoires occupés lors du conflit, ainsi que le droit de chaque État de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Cette résolution, et bien d'autres qui ont été adoptées depuis juin 1967, n'est toujours pas appliquée. L'occupation militaire du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, qui est sans précédent dans l'histoire moderne, continue encore à ce jour.

Le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien réaffirme que l'occupation du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, est la cause profonde du conflit entre Israël et la Palestine. Cette occupation empêche le peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables, à savoir son droit à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la souveraineté, ainsi que son droit au retour dans les foyers et à la restitution des biens dont il a été dépossédé. Une paix globale, juste et durable dans la région restera hors d'atteinte tant que les droits nationaux du peuple palestinien n'auront pas été réalisés.

Ces quatre décennies d'occupation ont apporté misère et spoliations au peuple palestinien. Les Palestiniens sont soumis tous les jours à des sévices et à des actes de harcèlement, des châtiments collectifs, l'emploi excessif et aveugle de la force, des exécutions extrajudiciaires et la destruction de leurs biens, de l'infrastructure civile et des terres agricoles. Cette occupation se caractérise par un mépris complet du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme, ainsi que des résolutions des Nations Unies. Pendant 40 ans, Israël, puissance occupante, s'est employé à modifier le territoire palestinien en y implantant et en y élargissant ses colonies de peuplement et, plus récemment, en édifiant un mur en Cisjordanie, y compris autour de Jérusalem-Est. Cette situation a provoqué dans la région une escalade de la violence que la communauté internationale déplore et condamne sans équivoque.

Le Bureau du Comité rappelle à Israël, puissance occupante, qu'il est tenu de s'acquitter des obligations que lui fait le droit international et de respecter sans réserve les Conventions de Genève ainsi que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur l'édification du mur. Israël doit cesser et annuler toutes les actions illégales menées dans le territoire palestinien qu'il occupe depuis 1967.

Nous notons avec le plus grand regret qu'à ce jour l'engagement de la communauté internationale n'a pas mis fin à l'occupation. La situation sur le terrain continue de mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Il incombe au Conseil de sécurité de faire en sorte que ses propres résolutions soient appliquées rapidement et intégralement. Le Conseil devrait prendre des mesures concrètes pour protéger la population civile, mettre fin aux hostilités et guider les parties, avec la participation active du Quatuor et des acteurs régionaux, vers un règlement négocié qui mettra fin à l'occupation et débouchera sur un État palestinien indépendant, démocratique et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël et ses autres voisins. Jusqu'à ce que cela soit réalisé et jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse exercer ses droits inaliénables, le Comité continuera de s'acquitter de l'important mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

VI. Le Secrétaire général appelle à l'arrêt des violences qui opposent entre eux les Palestiniens

La déclaration suivante a été communiquée le 12 juin 2007 (SG/SM/11038-PAL/2079) par la porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon :

Le Secrétaire général est profondément préoccupé par le regain de violence à Gaza, qui se serait soldé par la mort d'au moins 20 personnes. L'intensité des derniers combats et la virulence des déclarations faites en public marquent une sérieuse détérioration de la situation, exposant la population civile de Gaza à de graves périls, compromettant l'acheminement de l'aide humanitaire et menaçant l'avenir de l'Autorité palestinienne et du Gouvernement.

Le Secrétaire général appelle à l'arrêt immédiat de toutes les violences interpalestiniennes, y compris les attaques contre l'Autorité palestinienne et ses institutions. En cette heure extrêmement difficile pour le peuple palestinien et sa cause, il appelle toutes les parties à apporter leur plein soutien aux efforts déployés par le Président Mahmoud Abbas pour rétablir l'ordre public.

VII. Le Secrétaire général exprime sa déception face à l'échec du Gouvernement d'unité nationale

La déclaration suivante a été communiquée le 15 juin 2007 par la porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (SG/SM/11047-PAL/2080) :

Les actes de violence choquants qui ont été commis ces derniers jours à Gaza, dont certains ont donné lieu à des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, ont été une cause de profonde inquiétude et de tristesse à travers le monde. Le Secrétaire général est profondément préoccupé par les menaces qui pèsent sur le bien-être des Palestiniens ordinaires et appelle au plein respect de leurs droits fondamentaux.

La crise en cours est une cause de profond souci pour les Nations Unies, en particulier au regard du travail de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), du Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres agences, qui apportent une assistance humanitaire à une grande majorité de la population de Gaza. Les Nations Unies sont déterminées à assurer la sécurité du nombre important de leurs employés qui travaillent à Gaza et à faire en sorte qu'ils puissent poursuivre leur tâche essentielle, qui consiste à aider une grande partie de la population palestinienne de Gaza, dont de nombreux membres dépendent, pour leur alimentation quotidienne, de l'assistance de secours qui leur est fournie. Ceci exigera de toutes les parties qu'elles coopèrent, afin de garantir une sécurité adéquate et des conditions d'accès aux biens et aux personnels humanitaires tant dans la bande de Gaza qu'aux points de passage clefs.

Le Secrétaire général est profondément déçu de l'échec du Gouvernement d'unité nationale, ainsi que de la violence, des destructions et des divisions qui ont causé sa chute. Cela doit cesser immédiatement et le calme doit être rétabli. Le Secrétaire général renouvelle son appui au Président Abbas au moment où ce dernier prend des mesures pour assumer les responsabilités qui sont les siennes en vertu de la loi fondamentale palestinienne. Le Secrétaire général continue à consulter

étroitement les parties, les partenaires régionaux et ceux du Quatuor sur la marche à suivre.

VIII. Le Quatuor exprime son soutien au Président Abbas

Les principaux responsables du Quatuor, le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergei Lavrov, la Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, Condoleeza Rice, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana, le Ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, et la Commissaire européenne chargée des relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, ont fait la déclaration suivante le 16 juin 2007 :

Le 15 juin, les hauts dirigeants du Quatuor ont exprimé par téléphone leurs craintes quant au bien-être et à la sécurité de tous les Palestiniens, en particulier ceux de Gaza, qui sont le plus gravement touchés par la crise actuelle.

Le Quatuor a exprimé son soutien aux efforts déployés pour répondre aux besoins humanitaires des Palestiniens et a appelé au respect des droits fondamentaux de tous ceux qui vivent à Gaza et de la sécurité des agents internationaux. Il a demandé qu'il soit mis fin d'urgence à la violence et a appelé toutes les parties à coopérer, afin de garantir convenablement la sécurité adéquate et les conditions d'accès aux biens et aux personnels humanitaires tant dans la bande de Gaza qu'aux points de passage clefs.

Le Quatuor a dit comprendre et appuyer la décision du Président Abbas de dissoudre le Gouvernement et de déclarer l'état d'urgence, compte tenu de la gravité de la situation. Il a reconnu la nécessité et la légitimité de cette décision, qui a été prise en vertu de la loi palestinienne, et s'est félicité que le Président Abbas ait déclaré son intention de consulter le peuple palestinien en temps utile.

Le Quatuor a exprimé son soutien ininterrompu aux autres institutions légitimes palestiniennes.

Le Quatuor soutient les efforts déployés par les États de la région responsables pour aider à calmer la situation et continuera à promouvoir une paix négociée, globale, juste et durable au Moyen-Orient, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

IX. Le Conseil des droits de l'homme inscrit la question du territoire palestinien occupé à son ordre du jour

À la 9^e séance de sa cinquième session, le 18 juin 2007, le Conseil des droits de l'homme a décidé, sans procéder à un vote, de convenir du texte présenté par le Président, intitulé « Conseil des droits de l'homme de l'ONU : mise en place des institutions » (voir A/HRC/5/21, résolution 5/1, annexe). Des extraits de ce texte sont reproduits ci-après :

[...]

B. Ordre du jour

- Point 1. Questions d'organisation et de procédure
 - Point 2. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général
 - Point 3. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement
 - Point 4. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil
 - Point 5. Organismes et mécanismes de défense des droits de l'homme
 - Point 6. Examen périodique universel
 - Point 7. La situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés
 - Point 8. Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne
 - Point 9. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée – suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban
 - Point 10. Assistance technique et renforcement des capacités
- [...]

X. Le Conseil des droits de l'homme réitère son appel à l'envoi de missions d'enquête à Gaza

À sa première session d'organisation, le 20 juin 2007, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution OM/1/2, dont le texte est reproduit ci-après :

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions S-1/1 du 6 juillet 2006 et S-3/1 du 15 novembre 2006,

Notant avec regret qu'Israël, la puissance occupante, n'a pas appliqué à ce jour ces deux résolutions et a fait obstacle à l'envoi des missions d'enquête urgentes qui y sont demandées,

1. *Demande* que soient appliquées ses résolutions S-1/1 du 6 juillet 2006 et S-3/1 du 15 novembre 2006, notamment les paragraphes prévoyant l'envoi de missions d'enquête urgentes;

2. *Prie* le Président du Conseil des droits de l'homme et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de lui faire rapport à sa prochaine session, qui se tiendra en septembre 2007, sur leurs efforts pour assurer la mise en œuvre des résolutions S-1/1 et S-3/1, ainsi que sur le respect de ces deux résolutions par Israël, la puissance occupante.

XI. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient fait un exposé au Conseil de sécurité

Le 20 juin 2007, Michael C. Williams, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général, a rendu compte au Conseil de sécurité de la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Des extraits de son exposé sont présentés ci-après (S/PV.5701) :

[...]

Les chiffres du mois écoulé présentent un sombre tableau : 218 Palestiniens ont été tués et 910 autres blessés du fait des violences internes; 40 Palestiniens ont été tués et 159 blessés par les Forces de défense israéliennes; un Israélien, un garçon tétraplégique de 13 ans, a été tué, et 10 autres Israéliens ont été blessés dans des attentats perpétrés par des militants palestiniens. Au moins 166 roquettes ont été tirées sur Israël par des militants palestiniens depuis Gaza, et 77 mortiers ont été lancés au point de passage d'Erez. Au total, on a dénombré 37 frappes aériennes israéliennes et plusieurs opérations menées sur le terrain dans la bande de Gaza, ainsi que 363 incursions israéliennes et 287 arrestations en Cisjordanie.

Les événements survenus à Gaza doivent nécessairement être au centre de la présente séance. Depuis l'accord de La Mecque de février, il est manifeste que le Gouvernement d'unité nationale palestinien s'est heurté à d'énormes obstacles. Cet accord n'a pas conduit à l'intégration des structures en matière de sécurité et de politiques communes. Il n'a pas non plus mené à la levée des mesures imposées par Israël et par la communauté internationale au Gouvernement de l'Autorité palestinienne mis en place après les élections de janvier 2006.

Le 27 mai, l'Égypte a négocié une trêve entre les factions après d'âpres combats à Gaza. Israël a également été impliqué dans cette poussée de violence, en réagissant par des opérations aériennes ciblées aux intenses attaques à la roquette lancées par des militants du Hamas contre sa population civile. Le Président Abbas a proposé un plan de cessez-le-feu, approuvé par le Gouvernement d'unité nationale, visant à assurer que le calme règne avec Israël dans l'ensemble de Gaza et de la Cisjordanie. Ce plan ne s'est pas concrétisé.

Ces questions ont très vite été dépassées par les événements survenus la semaine dernière. Entre le 9 et le 15 juin, la branche militaire du Hamas et la Force exécutive ont pris le contrôle de la bande de Gaza à l'occasion d'une violente insurrection contre la présidence et les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne. Les opérations menées par le Hamas ont été planifiées et exécutées avec soin, et les combattants du Hamas ont pris le contrôle des principaux sites stratégiques et de sécurité. Les forces présidentielles se sont montrées moins efficaces que les militants du Fatah. Au cours des combats, de nombreuses violations flagrantes des droits de l'homme et du droit humanitaire ont été commises. Les combats ont été accompagnés d'exécutions sommaires, d'attaques d'hôpitaux et, dans un cas au moins, du meurtre d'une personne, qui a été jetée du haut d'un immeuble. Les locaux des forces de sécurité et des institutions de l'Autorité palestinienne ont été brûlés ou pillés, y compris le complexe présidentiel. En outre, trois véhicules de

l'ONU ont été volés sous la menace des armes par les forces présidentielles; ces véhicules ont depuis été restitués.

Les combats ont fatalement provoqué des déplacements de population, dont des centaines de militants du Fatah et de civils fuyant la violence. Quelque 3 500 Palestiniens, dont ceux auxquels l'entrée en Égypte a été refusée, attendent d'entrer à nouveau à Gaza par le point de passage de Rafah. D'autres personnes, au nombre de 250, dont certaines sont blessées, attendent au point de passage d'Erez l'autorisation de traverser Israël pour se rendre en Cisjordanie. Elles reçoivent une aide de l'ONU, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des Forces de défense israéliennes.

La situation aux points de passage de Rafah et d'Erez n'est toujours pas réglée et suscite des inquiétudes de plus en plus vives quant à la sûreté des personnes, en particulier des enfants. Plusieurs Palestiniens gravement malades auraient été autorisés aujourd'hui à entrer en Israël.

Les combats qui se déroulent actuellement à Gaza ont évidemment eu des répercussions sur la Cisjordanie. Des échauffourées ont éclaté à Naplouse et Ramallah, tandis qu'ailleurs, des partisans et responsables du Hamas ont été placés en détention. Le Président Abbas a exigé qu'il soit mis un terme à tous les actes de violence, y compris les représailles contre les membres du Hamas.

Le 14 juin, le Président Abbas a limogé le Premier Ministre Haniyen, entraînant du même coup la dissolution du Gouvernement. Il a déclaré l'état d'urgence pour une durée de 30 jours en application de la loi fondamentale palestinienne, et a nommé Salam Fayyad aux fonctions de Premier Ministre, Ministre des affaires étrangères et Ministre des finances, créant ainsi un gouvernement d'urgence constitué de 11 membres sans étiquette politique, pour la plupart technocrates. Le Président Abbas a fait part de son intention de consulter le peuple palestinien en temps utile.

Pendant ce temps, les tensions demeurent dans la bande de Gaza. Cela fait aujourd'hui exactement 100 jours que le journaliste de la BBC, Alan Johnston, est retenu en captivité. Le 18 juin, des militants du Hamas ont cerné les locaux du clan Doghmush, où M. Johnston serait détenu. Rien n'indique la réalisation de progrès vers la libération du caporal israélien Shalit, dont la captivité aura duré un an exactement dans cinq jours. Nous sommes préoccupés par les informations indiquant que la petite minorité chrétienne de Gaza est victime de harcèlement. On a appris ce matin qu'il y aurait eu au moins un tir de roquette contre Israël.

Au sommet de la crise, le Secrétaire général a organisé le 15 juin une téléconférence avec les hauts responsables du Quatuor. En plus d'exprimer ses craintes pour le bien-être et la sécurité de tous les Palestiniens, le Quatuor a dit comprendre et appuyer les mesures légitimes et nécessaires prises par le Président Abbas et a fait part de son appui aux autres institutions légitimes palestiniennes. Réunis au Caire, les ministres arabes des affaires étrangères ont adressé un ferme message de soutien au Président Abbas, à l'instar du Conseil de l'Union européenne.

À la suite de la formation du Gouvernement, l'Union européenne et les États-Unis ont annoncé leur intention de fournir à nouveau une assistance directe à l'Autorité palestinienne. Cette décision atteste la légitimité du nouveau Gouvernement et montre que les positions du Président Abbas concordent avec celles du Quatuor. Le Secrétaire général a téléphoné au Président Abbas et au

Premier Ministre Fayyad pour leur faire part de son appui total au nouveau Gouvernement. Fait encourageant, lors d'une rencontre qui a eu lieu le 17 juin, le Premier Ministre Olmert a assuré le Secrétaire général qu'Israël étudiait le moyen de reprendre les transferts de la TVA et des droits de douane et qu'il prévoyait d'assouplir de façon notable les restrictions imposées aux déplacements en Cisjordanie.

Maintenant que la situation se stabilise plus ou moins à Gaza, les pénuries de vivres et de médicaments accroissent les inquiétudes. Sur le plan humanitaire, le souci immédiat de l'ONU est d'obtenir que les importations commerciales et humanitaires puissent de nouveau franchir les points de passage. D'après nos estimations, les réserves commerciales en produits alimentaires de base, comme la farine et le riz, seront épuisées dans trois semaines, sauf si les importations reprennent. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Programme alimentaire mondial, qui sont les principaux fournisseurs de l'aide humanitaire à Gaza, disposent de sept à 10 jours de réserves alimentaires destinées à la distribution. Les produits laitiers et autres produits frais commencent déjà à manquer. Hier, et à nouveau aujourd'hui, Israël, l'ONU et le CICR ont acheminé une aide alimentaire et médicale immédiate, en petites quantités, à l'attention de bénéficiaires et de fournisseurs ciblés, en passant par le point de passage de Kerem Shalom. Des secours devraient arriver demain en provenance de Jordanie. Il s'agit là de faits encourageants, mais j'insiste sur le fait que, dans l'ensemble, les réserves en vivres et autres biens essentiels diminuent jour après jour. Cette tendance ne pourra être inversée que si Karni est rouvert aux importations.

Toutes les parties ont fait part de leur volonté de garantir la fourniture des biens de première nécessité à la population de Gaza. Nous nous réjouissons qu'Israël ait repris l'approvisionnement en combustible destiné à la centrale électrique et aux stations-service. Il faut à présent que les parties prennent des dispositions concrètes pour rouvrir les points de passage. Nous nous employons actuellement à les aider à cette fin, comme l'ont demandé le Secrétaire général et le Quatuor.

[...]

L'implantation de colonies israéliennes a continué avec, notamment, l'apparition de nouveaux chantiers près de la mer Morte et dans le nord de la Cisjordanie, en violation de la Feuille de route. Les travaux d'édification de la barrière se sont également poursuivis dans le territoire occupé, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice. On recense désormais 553 obstacles aux déplacements à l'intérieur de la Cisjordanie.

[...]

Les actes de violence brutale commis à Gaza et les attaques menées contre les institutions légitimes du Président Abbas et du Gouvernement de l'Autorité palestinienne sont totalement inacceptables et doivent être condamnés. Ces événements ont provoqué une grande tristesse et une onde de choc parmi la grande majorité des Palestiniens. Le Secrétaire général déplore l'échec du Gouvernement d'unité nationale et condamne la violence qui a provoqué sa chute.

En dépit de ces événements, Gaza et la Cisjordanie demeurent un seul et même territoire palestinien, légalement administré par une seule Autorité palestinienne,

sous la conduite du Président Abbas, qui a nommé un gouvernement d'urgence, dirigé par le Premier Ministre Fayyad.

Il est à présent vital que la communauté internationale et Israël accordent immédiatement un appui politique et financier au Président Abbas et au Gouvernement palestinien, en commençant par verser aux Palestiniens toutes les recettes fiscales et douanières retenues. Il est également nécessaire qu'Israël respecte les engagements qu'il a pris précédemment, y compris l'évacuation d'avant-postes de colonies de peuplement, la suppression de barrages routiers et de postes de contrôle et la libération de prisonniers. De même, le Fatah et l'Autorité palestinienne devront eux aussi respecter leurs engagements antérieurs, non seulement de mettre fin à la violence, mais aussi de réformer leurs institutions.

À Gaza, il est clair que l'ONU a un rôle clef à jouer dans le règlement d'une multitude de problèmes, dont la réouverture des passages n'est pas le moindre. Je lance un appel à tous pour que cette question humanitaire vitale ne soit pas reléguée au second plan par des considérations politiques. La population de Gaza ne peut pas rester isolée, et toutes les parties ont manifesté leur souhait de veiller à ce qu'une solution soit trouvée à cette question. À présent, des solutions concrètes s'imposent.

Outre ces questions qui demandent des mesures immédiates, deux enjeux politiques plus importants demeurent : le premier concerne la manière de rétablir l'unité de l'Autorité palestinienne et du peuple palestinien, et d'empêcher la division de fait entre Gaza et la Cisjordanie et le second, la manière de faire avancer le processus politique entre Israël et les Palestiniens et de se rapprocher d'un règlement global du conflit israélo-arabe. Il relève de la responsabilité de tous – des parties, des États de la région et de la communauté internationale, y compris le Quatuor – de donner l'impulsion nécessaire pour traverser cette période difficile en vue d'un avenir plein d'espoir. Le Secrétaire général espère que le Quatuor se réunira prochainement.

[...]

XII. Tony Blair est nommé représentant du Quatuor

Le Quatuor a fait la déclaration suivante le 26 juin 2007 (SG/2129-PAL/2085) :

Les responsables du Quatuor ont noté que les événements récents survenus dans la bande de Gaza et en Cisjordanie rendaient plus pressante que jamais la recherche de la paix au Moyen-Orient. Le Quatuor réaffirme qu'il s'est donné pour mission de favoriser le règlement du conflit conformément à la Feuille de route et se dit déterminé à redoubler d'efforts à cette fin. Vu la gravité des événements récents, il est d'autant plus nécessaire que la communauté internationale, en tenant compte des obligations des parties, aide les Palestiniens à établir dans la bande de Gaza et en Cisjordanie les structures institutionnelles et économiques d'un État viable qui deviendra un partenaire pacifique et prospère d'Israël et de ses autres voisins.

Pour faciliter les efforts déployés à cette fin, le Quatuor a annoncé aujourd'hui, à l'issue d'un échange de vues entre ses responsables, la nomination de Tony Blair (Royaume-Uni) comme représentant du Quatuor. M. Blair, dont les fonctions précédentes prennent fin cette semaine, a démontré depuis longtemps son attachement à cette question.

En qualité de représentant du Quatuor, il sera chargé de :

- Mobiliser l'aide internationale aux Palestiniens, en étroite collaboration avec les donateurs et les organismes de coordination existants;
- Contribuer à identifier et à obtenir un soutien international approprié pour répondre aux besoins de l'État palestinien en matière de gouvernance institutionnelle, en s'attachant en priorité à l'état de droit;
- Élaborer des plans pour promouvoir le développement de l'économie palestinienne, y compris des partenariats avec le secteur privé, sur la base de cadres convenus au préalable, notamment en ce qui concerne la liberté d'accès et de circulation;
- Entretenir les contacts avec les autres pays, selon qu'il conviendra, afin d'obtenir leur soutien aux objectifs convenus par le Quatuor.

En tant que représentant, Tony Blair apportera constance et intensité aux travaux du Quatuor en faveur des Palestiniens, dans le cadre plus global des efforts que celui-ci déploie pour promouvoir le règlement du conflit conformément à la Feuille de route. Il passera une quantité de temps considérable dans la région, travaillant avec les parties et d'autres acteurs pour créer des institutions gouvernementales viables et durables représentant tous les Palestiniens, fonder une économie solide et restaurer l'ordre public pour le peuple palestinien.

Tony Blair sera soutenu dans sa tâche par un petit groupe d'experts détachés à Jérusalem par les pays et des organismes partenaires.

Il rendra régulièrement compte au Quatuor, le consulera régulièrement et recevra ses instructions en tant que de besoin.

Le Quatuor attend avec impatience de rencontrer M. Blair à sa prochaine réunion.

XIII. Le Secrétaire général adresse un message au Séminaire des médias sur la paix au Moyen-Orient

On trouvera ci-après le texte du message que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a adressé aux participants, au Séminaire international des médias sur la paix au Moyen-Orient, dont Kiyo Akasaka, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, a donné lecture à Tokyo, le 26 juin 2007 (SG/SM/11060-PAL/2083-PI/1786) :

J'adresse mes chaleureuses salutations à tous les participants à ce séminaire international des médias sur la paix au Moyen-Orient. Je tiens à remercier le Gouvernement japonais et l'Université des Nations Unies d'avoir accueilli cette réunion.

Vous vous réunissez à un moment critique. Après des années d'occupation, de violence et de méfiance, les sociétés israélienne et palestinienne sont plus que jamais éloignées l'une de l'autre. Des lignes de fracture inquiétantes sont apparues sur la scène politique palestinienne et des affrontements armés entre factions rivales sèment la mort et la destruction dans toute la bande de Gaza.

J'ai déjà exprimé ma profonde préoccupation au sujet de cette violence meurtrière, en particulier à Gaza, qui a fait reculer le processus de paix au Moyen-Orient et entravé la fourniture d'une assistance humanitaire vitale. Malheureusement, la violence a, au cours de ces dernières semaines, débordé les limites de Gaza et coûté la vie à des civils tant palestiniens qu'israéliens. J'ai maintes fois demandé à toutes les parties de respecter le droit international et de protéger les civils. Le cycle de la violence doit cesser immédiatement et le calme doit être rétabli.

Nous sommes profondément consternés par l'explosion de violence actuelle mais elle ne doit pas nous conduire au désespoir. Nous devons au contraire tout mettre en œuvre pour trouver une paix juste et durable dans la région. Nous devons être encouragés par les résultats des nombreux sondages effectués au cours de ces dernières années, qui montrent que les populations, tant en Israël que dans les territoires palestiniens occupés, demeurent entièrement favorables à une coexistence pacifique dans le cadre d'un règlement prévoyant deux États.

Cette aspiration, que rien ne semble pouvoir décourager, est au cœur de vos discussions sur le rôle que peuvent jouer les sociétés civiles pour promouvoir le processus de paix. Je suis heureux de savoir qu'elle inspirera vos travaux au cours du présent séminaire. Les médias constituent un puissant moyen d'information permettant d'influencer le public et de promouvoir durablement le dialogue et la compréhension. J'espère que les personnalités du monde des médias et les membres de la société civile qui participent à ce séminaire rechercheront ensemble des moyens originaux de diffuser le message de la paix et de la coexistence en ces temps troublés.

Votre rencontre ici aujourd'hui ne fait que confirmer que chacun d'entre nous doit continuer d'œuvrer activement à la recherche de la paix. De mille façons différentes, nous devons tous contribuer à un règlement général, juste et durable, sur la base des résolutions 242, 338, 1397 et 1515 du Conseil de sécurité et du principe « terre contre paix ».

C'est dans cet esprit que je souhaite plein succès à vos travaux.
